Numéro 7

Mercredi
10 octobre 1979

Prix : 1 F

12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Budget 80 : un testament d'injustices, par Laurent Fabius • Pierre Joxe élu président de la région Bourgogne • Cherbourg : les C.R.S. sont de retour • Prague-Moscou: les droits de l'homme • Relèvement du crédit bancaire : l'espoir de relance s'éloigne • Travail temporaire : la proposition de loi socialiste • Dialogues sociaux : Barre et le patronat

Le candidat Giscard organise sa campagne

Main basse sur l'AFP

Le dispositif de campagne se met en place. Rapidement et sûrement. Le candidat Giscard ne néglige rien. Ni les tournées de propagande ; après l'Aquitaine, ce sera Niort et Poitiers vendredi. Ni les émissaires électoraux portant casquette du gouvernement, et chargés de sillonner la France et de la quadriller. Comme le ministre Charretier lundi dans la Drôme, à l'invitation de la Chambre de Commerce de Valence, sous prétexte d'inaugurer quelque chose.

En même temps bien sûr, il faut serrer encore les boulons des mécaniques de l'information pour qu'elles tournent à plein régime pour le régime. La mise au pas des stations régionales de télé qui n'étaient pas encore tout à fait à la cadence, est en route (voir Riposte du 6 octobre).

Et maintenant l'A.F.P. le coup est parti de loin. Il a été tiré par la bande. Mais le voilà bien porté. Cela fait 3 ans que Giscard avait décidé qu'il ne voulait plus d'un journaliste à la tête de la grande agence de presse nationale. Et qu'il voulait y mettre un exécutant politique.

L'opération avait commencé dès 1976. Les patrons de presse qui siègent au Conseil d'Administration ayant un peu renaclé à l'époque pour accepter le candidat de l'Elysée, la difficulté fût tournée en créant tout exprès pour ce personnage un poste non prévu dans les statuts : celui de directeur adjoint.

Un homme sûr

Cette fois-ci les directeurs de journaux, administrateurs de l'Agence, se sont laissés faire sans murmure, puisque M. Pigeat a été élu par 13 voix sur 15 - les deux représentants du personnel ne prenant pas part au vote - en remplacement de M. Roger Bouzinac, de Nice-Matin. Celui-ci n'aura ainsi pédégé l'A.F.P. que pour un court intérim, en attendant de céder la place à celui que M. d'Estaing destinait à ce destin.

Enarque qui a fait carrière dans les cabinets ministériels, M. Pigeat est un homme sûr. Et il a l'expérience du déguisement de la propagande en information. Ou du travesti de l'information en propagande. Depuis des années, il a été dans toutes les officines créées et bien nourries par le pouvoir pour vendre du giscardisme. Juste avant d'établir sa première tête de pont à l'A.F.P. il dirigeait le Service d'information et de diffusion, l'une de ces machines à falsifier l'évènement.

Tel est l'homme qui a fait main basse et va avoir la haute main sur le principal organisme d'information français qui fournit l'essentiel des nouvelles à toute la presse nationale et étrangère.

L'Elysée n'aura désormais plus de souci à se faire pour ce qui sera diffusé, à travers le monde, sur les fils de l'Agence. Pas plus que pour la radio et la télé où tous les patrons qu'il fallait ont été mis en place là où il fallait. La boucle se boucle. La démocratie s'avance. La liberté est encerclée.

Georges Fillioud

Cherbourg : les CRS sont de retour...

Mobilisation générale depuis lundi à Cherbourg, à l'appel du «Collectif des 18» qui regroupe les syndicats, les partis politiques de gauche dont le P.S. et les associations écologistes. En effet, le «Pacific Fisher», qui transporte 7 conteneurs de combustibles irradiés japonais, devant être retraités à l'usine de la Hague, est en cours de déchargement sous la protection d'un millier de C.R.S. et gendarmes mobiles.

Les Cherbourgeois ont déjà manifesté dans la soirée de lundi, dans le calme. Mardi matin à 9H, puis à 11H. Les manifestants ont fait un sit-in pour tenter de

(suite en page 2)



Pierre Joxe

Président de la Région Bourgogne

Pierre Joxe a été élu, hier matin, Président du Conseil Régional de Bourgogne. Le Trésorier National du P.S. qui est député de Saône et Loire, a obtenu les 27 voix des élus de gauche sur 42 votants.

la gauche était devenue majoritaire à l'Assemblée Régionale, après les élections des cantonales de mars dernier, mais le Président en exercice, Marcel Lucotte, sénateur-maire (UDF) d'Autun, avait refusé de démissionner lors de la session qui avait suivi ces élections.

Avec l'élection de Pierre Joxe, le P.S. compte désormais huit présidents de région.

épinglé

«Il y a une liberté qui devient de la licence quand on dit que le corps appartient à la femme»

Mgr Elchinger, évêque de Strasbourg. France Inter, lundi.

POSITIONS

Le budget 80 : un testament d'injustices

par Laurent Fabius

Avec le budget de 1980, rarement les mots auront été aussi trompeurs. «Budget de redressement» dit le gouvernement. S'il s'agit des profits, certes oui. De 1976 à 1978, les profits d'Elf-Aquitaine ont augmenté de 106%, ceux de la Compagnie Générale d'Electricité de 142%, ceux de P.U.K. de 337% et les résultats connus pour 1979 confirment cette évolution. Mais pour l'investissement, rien.

Les cours de l'or eux aussi, donnent le vertige. On a crevé les plafonds de la spéculation, métal contre monnaie, monnaie contre métal, au détriment de la production et de l'emploi.

Pour le reste, où est le redressement ? Pour le commerce extérieur et le franc il faudrait avoir recours aux résultats de Jacques Chirac pour trouver une base de comparaison flatteuse.

Côté prix ou emploi, tous les artifices de présentation ne permettent pas de dissimuler cette vérité : il s'agit des plus mauvais résultats de l'après-guerre.



Budget de soutien ajoute-t-on. Que chacun juge. Les créations d'emploi diminueront de 35% par rapport à cette année, les crédits de paiement reculeront pour des budgets aussi importants que le travail, la santé, la famille, l'environnement, la jeunesse, le sport et le tourisme, la recherche, les transports, etc...

Le plan devient un résidu de résidus. Les programmes d'actions prioritaires du VII[e] Plan (1976-1980) censés constituer un noyau dur, ne seront même pas réalisés aux trois quarts pour les personnes agées, la famille, les conditions de travail, la ville, les hôpitaux.

Reste alors, parait-il, la solidarité. On la chercherait en vain. La Commission des finances a eu raison de rejeter le barême d'impôts sur le revenu proposé, qui ne suit même pas l'augmentation des prix pour les bas revenus. Alors que la pression sur les ménages augmente de 14,2%, alors que les profits des sociétés se gonflent, l'impôt sur les sociétés est en recul. Une fois de plus, aucune réforme fiscale de fonds, une fois encore les salariés et les familles paieront.

Pourtant, si l'on voulait une solidarité réelle, qu'on se saisisse des propositions socialistes. Elles sont sur le bureau de l'Assemblée : impôt sur les grandes fortunes, réforme de l'impôt sur les successions, égalité fiscale réelle de l'homme et de la femme, indexation de l'épargne populaire, suppression des privilèges injustifiés pour les dirigeants de sociétés, allègement des charges de chauffage, aide aux énergies nouvelles, encouragement aux associations, voilà quelques unes de nos propositions. Ces textes sont prêts. Nous n'avons pas de fierté d'auteur.

Beaucoup pensent qu'il s'agit là du dernier budget de M. Barre. Son testament en quelque sorte. Je ne sais. Mais si c'est vrai, quel testament d'injustices.

Cherbourg : les CRS sont de retour

suite de la première page

s'opposer au passage du convoi à destination du terminal portuaire. Ils ont été dispersés par les C.R.S. Une autre manifestation devait se dérouler le soir du même jour.

Par ailleurs, des militants du Comité d'action non violente de la région de Cherbourg, ont commencé une grève de la faim dans une salle du centre-ville, mise à leur disposition par la mairie.

Malgré la patience de la population, les forces de «l'ordre» peuvent rééditer leur rodéo du mois de janvier au cours duquel elles n'avaient pas hésité à pénétrer dans le centre ville pour matraquer.

On se souvient que Louis Darinot, député maire socialiste de Cherbourg, avait déjà occupé toute une journée le bureau du Préfet, le 22 septembre, pour exiger le départ des 600 CRS venus réprimer brutalement la grève des travailleurs de Lardet Babcock, qui ont repris le travail lundi après avoir obtenu la réintégration de leurs camarades licenciés pour de prétendues dégradations - en réalité pour faits de grève.

Les C.R.S. sont donc, ce mercredi, de retour à Cherbourg. Et manifestent une fois de plus la seule réponse du pouvoir aux interrogations d'une population pacifiste dont les seules revendications sont : la sécurité et le droit au travail.

Prague Moscou

Les droits de l'Homme

Après le printemps 1978 à Prague, la chasse aux intellectuels s'est développée. Ils ont d'abord été atteints dans l'exercice de leur métier, puis dans leurs droits de citoyens.

Ainsi, Pavel, Kohut, écrivain a subi la censure officielle s'appliquant à l'ensemble de son oeuvre. Il a été obligé d'émigrer en Autriche. Bien qu'il se soit, en exil, gardé de toute déclaration pouvant être retenue contre lui, on vient de lui faire savoir qu'il était déchu de la citoyenneté tchécoslovaque «pour action menée contre son pays avec l'argent de l'OTAN».

Joseph Danisz, avocat, coupable d'avoir défendu des dissidents, a été rayé du barreau.

Quant à Vaclav Havel, dramaturge, il est considéré par les dirigeants tchèques comme un des meneurs du V.O.N.S., Comité pour la défense des personnes injustement persécutées, fondé en mai 1978, et dont l'affiliation à la Fédération internationale des droits de l'homme est en cours. Il est poursuivi pour cela par la «justice» de son pays.

François Mitterand est intervenu pour lui et pour ses camarades. Le 9 août dernier, il demandait au ministre de la Justice de Tchécoslovaquie «la fin des poursuites et la libération des militants des droits de l'homme inculpée le 29 mai dernier». Le Premier Secrétaire du P.S. a à nouveau envoyé un télégramme au procureur chargé de l'affaire, jeudi dernier.

De leur côté, 140 intellectuels communistes français ont signé un «appel contre les procès d'opinion en Tchécoslovaquie».

Le comportement de la direction du P.C.F. est sévèrement jugé par ces intellectuels communistes, tant en ce qui concerne les procès de Prague que l'antisémitisme en U.R.S.S. L'historien communiste Jean Ellenstein, qui paraissait être rentré dans le rang, interroge à nouveau son parti sur ces graves questions dans le dernier numéro du Nouvel Observateur. Il déclare : «Marchais a dit qu'il était intervenu auprès du P.C. thécoslovaque, mais c'est évidemment très insuffisant. Une intervention publique était nécessaire. Et pas seulement pour la Tchécoslovaquie, mais aussi contre l'antisémitisme en Union Soviétique.

«Là non plus, le P.C. français n'est pas intervenu avec assez de vigueur pour condamner l'antisémitisme d'état. Très caractéristique au contraire, est, hélas, la façon dont le P.C. a essayé d'empêcher des communistes de signer l'appel en faveur des membres de «la charte 77» inculpés et arrêtés en Tchécoslovaquie, et même d'amener certains de ceux qui l'avaient signé, à retirer leur signature».

De tout cela l'Humanité ne dit mot. Le P.C. français ne veut sans doute pas être accusé d'ingérence dans les affaires intérieures tchèques.

TRAVAIL TEMPORAIRE : Une proposition de loi

Hier après-midi, Guy Beche, député et Jean Paul Bachy, délégué national à l'Emploi, ont présenté à la presse le texte de la proposition de loi socialiste sur les contrats de travail à durée déterminée et le travail temporaire.

Ils ont constaté d'abord que la première législation en la matière (loi du 3.1.1972) qui devait donner un cadre précis à ces contrats n'a pas empêché le développement spectaculaire des agences. Depuis 1974, le chiffre d'affaires de ces officines a triplé, suivant le rythme d'accroissement du chômage. Plus de 400.000 salariés sont actuellement en marge du marché du travail, grâce à ce système.

Le patronat a tout intérêt à maintenir cette main-d'oeuvre mobile, extensible et compressible à merci. Cela permet de limiter les interventions syndicales au sein de l'entreprise et même de tourner la loi, lorsqu'il s'agit, par exemple, d'éviter la création d'un Comité d'entreprise.

L'Etat lui-même donne largement l'exemple en multipliant les vacataires et les intérimaires. On sait, notamment que l'ANPE, sur un effectif de 8.500 salariés, utilise plus de 2.000 vacataires.

Pour remédier à cet état de fait, et étant donné l'imbrication des législations, il a paru indispensable aux socialistes de traiter à la fois du travail temporaire et des contrats de travail à durée déterminée.

Les socialistes proposent donc :

- de limiter les contrats à durée déterminée à 6 mois, au-delà desquels ils acquièrent automatiquement l'indétermination. Ces contrats doivent obligatoirement contenir un terme fixé en durée et ne plus être lié à un objet tel que l'achèvement d'un chantier, d'un barrage, etc... Les dispositions prévoient une définition très étroite des cas de recours ;
- de supprimer à terme les agences de travail intérimaire et de les remplacer par un Service National de l'Emploi.

De plus, la durée du travail temporaire sera limitée à 3 mois, au-delà desquels automatiquement le contrat deviendra définitif. Enfin, le SNE s'assurera du respect d'un quota maximum de travailleurs temporaires, en équilibre avec l'effectif total des salaires.

Cette proposition de loi sera déposée incessamment sur le Bureau de l'Assemblée Nationale.

CLARIFIER LA SITUATION EN CENTRAFRIQUE

Sur proposition du dernier Bureau exécutif, deux actions sont actuellement menées pour obtenir du gouvernement français qu'il prenne ses responsabilités.

Les Fédérations sont invitées à diffuser auprès des militants, afin qu'ils l'adressent au Président de la République, le texte du télégramme suivant :

«Nous demandons que cessent immédiatement les inadmissibles ingérences françaises en Centrafrique, pour que le peuple centrafricain pusse décider démocratiquement de son sort. Il demande que soient rapportées toutes mesures visant à empêcher le véritable procès de Bokassa et tous ses complices».

Diffusé également par les fédérations afin qu'y soient apposées le plus grand nombre possible de signatures, un appel au Président de la République exigeant la démission du ministre Robert Galley et que soit rendu sans délai au peuple centrafricain le droit de décider librement de son sort.

LE PROJET SOCIALISTE

Le Bureau Exécutif du Parti Socialiste et les membres de la commission du Projet Socialiste tiennent une séance commune le mercredi à 18 heures à l'Assemblée Nationale consacrée à l'examen des amendements et des propositions enregistrés au cours du dernier Comité Directeur.

LE P.S. ET LES ENTREPRISES

Vendredi et samedi dernier, Alain Busnel secrétaire national adjoint et Jean Paul Bachy, délégué national à l'emploi ont animé à Toulouse deux journées consacrées à l'implantation du P.S. dans les entreprises de Haute Garonne.

Accueillis par Gérard Bapt, député, ils ont successivement pris la parole devant deux importante entreprises de la ville, présidé la fondation d'un nouveau G.S.E. (Groupe Socialiste d'Entreprises) dans le secteur «mécanique générale», et réuni une quinzaine de G.S.E. départementaux pour faire le point complet des difficultés locales : accroissement du chômage, développement du travail intérimaire, atteintes au statut du personnel, attaques systématiques du système de protection sociale départemental, etc...

Enfin, samedi soir, une manifestation a regroupé devant le Capitole l'ensemble des militants d'entreprises auxquels Alain Busnel s'est adressé «en incitant à l'union pour obtenir les changements nécessaires».

• Aujourd'hui 18 h 15, visite de François Mitterrand au président Eanes (résidence Marigny) :

QUESTIONS ECRITES

Maurice ANDRIEU

demande au Ministre de l'Education quelles mesures il entend prendre pour susciter dans les lycées et les collèges des débats sur le racisme et l'antisémitisme.

André DELETIS

rappelle au Secrétaire d'Etat au logement que la libération des loyers récemment décidée peut se traduire par des augmentations de 15 à 200 % des loyers anciens et lui demande quels moyens seront mis à la dispositions des locataires pour lutter contre ces abus.

16 octobre à Paris
GRAND MEETING SOCIALISTE

Le meeting se tiendra à la porte de Pantin, de 18 h à 23 h. François Mitterrand prendra la parole après une première partie artistique avec Mort Shuman et divers groupes.

DEUX ELUS AU PROCES DES MILITANTS BRETONS

Louis Le Pensec, député socialiste du Finistère, sera entendu mercredi comme témoin à la défense, au procès des 22 militants Bretons qui se déroule actuellement devant la cour de sûreté de l'Etat. Michel Rocard lui succèdera jeudi.

Riposte *La Lettre de l'Unité*
12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tél. : 878.40.73
Directeur : Georges Fillioud
Rédaction - Edition : Gérard Colé
Gérard Descotils
Administration : Nicole Coeillers
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Coordination : OFRES **Imprimerie** Gaulier - Paris

Danger nucléaire

FISSURES : LA CFDT REAFFIRME SON OPPOSITION AU CHARGEMENT

Dans un communiqué, la C.F.D.T. réaffirme son opposition «résolue» à tout chargement des réacteurs des centrales nucléaires de Tricastin et de Gravelines. «Au cas où la direction d'E.D.F. engagerait autoritairement cette action, il serait fait appel à l'ensemble du personnel de l'E.D.F. pour s'opposer par la grève à cette initiative»

LE M.R.G.

Le Mouvement des Radicaux de Gauche de son côté, condamne le «cynisme» des pouvoirs publics dans cette affaire et demande «que soient donnés parallèlement tous les moyens d'accéder à l'information énergétique».

YVETTE ROUDY : DEMANDE D'ENQUETE AVEC AUDITION PUBLIQUE

Yvette Roudy, député socialiste du Parlement Européen, demande qu'une commission d'enquête soit nommée et procède à une audition publique dans la région Rhône-Alpes où sont déjà implantées, ou en projet plusieurs centrales. La commission travaillerait «à l'américaine», en interrogeant publiquement des responsables politiques, des techniciens et des représentants des travailleurs et des populations concernées.

Télé-P.S.

FRANCOISE 25 ANS : "MOI J'AI MON MOT A DIRE SUR L'AVENIR.

JE REJOINS LE PARTI SOCIALISTE. MAINTENANT ".



Dialogues sociaux

Barre et le patronat

Hier matin, Barre terminait ses entretiens sociaux avec René Bernasconi, Président des Petites et Moyennes Entreprises. Les P.M.E. ne sont pas contentes.

Pas contentes de l'Etat qui leur fait subir une «inflation des charges sociales et fiscales»

Pas contentes des syndicats, qui, s'ils persistaient à imposer la semaine des 35 heures «obligeraient un quart des PME de fermer leur porte».

Chaque organisation sociale se présente toujours dans les négociations avec un dossier chargé : on sait qu'il faut demander beaucoup pour obtenir quelque chose.

Ce qui est plus étrange, c'est qu'avant hier François Ceyrac est sorti de Matignon en précisant : «Nous ne sommes pas venus pour revendiquer»

Peut-être peut-on trouver la clé de ce mystère en se référant à l'éditorialiste du Figaro qui écrivait hier «l'un des seuls résultats positif de la politique (de Raymond Barre) est la consolidation de la situation des entreprises. Leurs moyens se sont renforcés.»

Si donc Monsieur Ceyrac est content de Monsieur Barre, le contraire n'est pas nécessairement vrai.

La réaction des PME n'est pas dangereuse. Liés instinctivement à la droite pour une majorité d'entre eux, les petits patrons et les artisans renacleront, protesteront, hurleront. Mais suivront. Sur le plan économique, leur masse n'est pas négligeable, mais là aussi ils épousent la conjoncture et ne la modifient pas.

La position du grand patronat, au nom seul duquel Ceyrac s'exprime, est beaucoup plus paradoxale.

La politique giscardienne obéit à long terme à ses objectifs, ou tout au moins, à ce qu'il peut espérer de mieux dans un état démocratique. Or, au moment où il récolte les premiers fruits de cette politique, il prend ses campements d'hiver et contemple frileusement les risques que pourrait leur faire courir une conjoncture internationale vacillante. Comme si les risque d'explosion sociale en France étaient quantité négligeable.

La marge s'amenuise, et les appels à la négociation du Premier Ministre, politiquement habiles, sonnent comme le glas d'une tentative dont l'échec pourrait venir d'où on ne l'attendait pas.

Relèvement du crédit bancaire

L'espoir de relance s'éloigne...

Cette fois c'est Paribas (la célèbre banque de Paris et des Pays-Bas) qui a donné le signal : son taux de base (qui sert au calcul de tous ses taux de crédit) est relevé de 10,75 à 11,05 %.

Argument invoqué : le loyer de l'argent sur le marché monétaire - où la Banque de France fait la pluie et le beau temps - a lui-même augmenté, se situant régulièrement au-dessus de 11 % ces derniers temps. Au passage, notons que ces mêmes banques trainaient les pieds l'an dernier pour suivre l'évolution du marché monétaire lorsque les prix de l'argent baissaient.

Motif invoqué par les autorités monétaires pour cette politique d'argent cher : défendre le franc et surtout lutter contre l'inflation : les entreprises ont bien sûr intégré, parfois préventivement, des frais financiers supplémentaires dans leur prix. Et pour les ménages qui voudraient acheter à crédit, la note risque d'être particulièrement salée. A moins que tout bonnement ils ne décident de différer leurs achats, ce qui aura pour conséquence de freiner encore l'activité et d'augmenter le chômage.

Quand à la relance de l'investissement que Barre et Monory ont constamment à la bouche, elle se trouve bien sûr à nouveau différée par la remontée des taux.

Indice des prix CGT : + 12,4% en un an.

Pour le mois de septembre 1979, l'indice des prix de la CGT s'élève à 251,0 (base 100 : Janvier 72), ce qui donne une augmentation de 2,7% en deux mois, de 12,4 par rapport au mois de septembre 1978 et de 10,4 par rapport au 1er janvier 1979.

Poste par poste, on note une hausse de 0,6% de l'alimentation entre juillet et septembre, et de 8,7% sur les 12 derniers mois ; habillement : 6% et + 15% ; habitation + 2,1% et 11% ; hygiène - santé : + 0,7% et + 13% ; transports et télécommunications : 1% et 17,4% ; culture loisirs : + 12,5% et 21,3%.

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et Prénom .....

Adresse .....

.....

☐ Abonnement à 1 an : 250 F.
☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Réglement par chèque bancaire ou postal à adresser à ;
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.

Les ventes d'armes aux Dossiers de l'écran

L'émission diffusée ce soir sur ce sujet était prévue pour le 8 novembre 1977. Puis pour le 6 décembre. Puis le 31 janvier 1978. Puis pour le 28 mars de la même année... Elle passe enfin ce soir, et Jean-Pierre Cot y fera entendre le point de vue du Parti Socialiste. Mais un nom a disparu de la liste des invités, sans qu'aucune explication en soit fournie par les producteurs : celui d'Olivier Maurel, auteur chez Maspero du livre «Les trafics d'Armes de la France», ouvrage polémique et fort bien documenté. Trop bien ?

La sécurité des Basques espagnols

Grièvement blessé dans un attentat le 13 septembre à Biarritz, Justo Elizaran Sarasola, militant basque espagnol, vient de décéder à l'Hopital de Bayonne. Cet attentat est le huitième commis en moins d'un an contre les Basques Espagnols dans le département des Pyrénées Atlantiques. Le ministère français des Affaires Etrangères a fait savoir dans un communiqué du 13 septembre que «le Gouvernement entend assurer la sécurité de toutes les personnes qui se trouvent sur le territoire français et ne saurait admettre que celui-ci soit utilisé pour de telles opérations».

I.V.G. : les femmes communistes protestent... dans libération

Notre confrère Libération publiait dans son numéro de mardi une lettre de féministes du PCF dénonçant vigoureusement le surprenant compte rendu donné par l'Humanité de la Marche des Femmes de samedi (*).

Les femmes communistes relèvent plusieurs points sur lesquels l'Humanité a déformé la vérité : le nombre des participantes à la marche, son succès (un échec, selon l'Huma)., le fait que les medias ont été obligé, en raison de son ampleur, de couvrir l'événement (et ne lui ont pas «apporté leur soutien» comme l'écrit le quotidien du PC). Elles affirment que les mots d'ordre de la manifestation «remettent en cause le gouvernement d'une manière plus radicale que ne le font les objectifs annoncés par l'Humanité».

Enfin, elles rappellent que «les femmes du PCF sont venues nombreuses, désapprouvant ainsi la position de notre parti» qui ne prévoit aucune action pour l'avortement avant le 17 novembre alors que «tout récemment 120 femmes communistes ont signé un appel à la Marche».

(*) Nous l'avions apprécié nous-même, et cité dans RIPOSTE d'hier mardi»...

AGENTS DE MAITRISE. Réuni à Poitiers, le bureau exécutif de la CGC dénonce, par la voix de son Président Jean Menu, l'organisation de la «Journée nationale des agents de maîtrise» à laquelle Valéry Giscard d'Estaing doit participer, comme une tentative du patronat et du pouvoir pour séparer la maîtrise des cadres.